

Reprise de l'opération épervier

Les Bétis ne sont pas les seuls voleurs



- Principales victimes de la grande faucheuse du président de la République, ils grondent.
- Ils estiment qu'ils ne sont pas les seuls responsables des malheurs du Cameroun. P.7

Opération épervier

Jean Michel Nintcheu met en garde Biya contre une purge politique

- Pour le député Sdf, la reprise de cette opération vise à éliminer de potentiels challengers du président de la République lors de la prochaine présidentielle. P.7



SWR

Senator Mbella Moki and Mayor Ekema wash their dirty linen in public P.8

Eglise de réveil
Comment les ouailles de Dieunedort Kamdem vivent son exclusion de la CBC P.9

Minat
Atanga Nji preaches the need for responsible dialogue in Kumba P.8

Sénatoriales
Les consignes de vote narguées à l'Ouest P.6

Minader

253 125 insecticides payés, mais jamais livrés

Pire encore, avec l'aide d'un ancien membre du Gouvernement, 173 millions de FCFA ont disparu des caisses publiques pour des marchés non livrés mais entièrement payés.

Deux marchés de livraison de 260 atomiseurs et de 253 125 sachets d'insecticide pour les valeurs respectives de 84,21750 millions de FCFA et 88,713 300 millions font l'objet de poursuites judiciaires à l'encontre des agents du ministère de l'agriculture et du développement rural (Minader). Les enquêtes préliminaires menées par la direction régionale de la police judiciaire (Drpj) ensuite par le corps spécialisé des officiers de police judiciaire du Tribunal criminel spécial (Tcs) ont révélé que la société Intex dont le promoteur est Massimb Siméon Sylvain, attributaire de ce marché public, n'a livré que 2 tonnes sur les

24 attendues des pesticides pour un montant de 93,360 millions de fcfa.

Au final, ce sont 172,932 050 millions de fcfa destinés à l'agriculture camerounaise dans le cadre de l'initiative pays pauvres très endettés (Ippte) qui ont été amputés des caisses publiques.

Dans le dossier 026/RG-TCS/2018, l'on apprend également que l'ancien ministre de l'agriculture (Minagri), Augustin Frédéric Kodock est pour beaucoup dans cette affaire. D'après les témoignages de sieur SilaNeke Athanase dont les paroles ont été reprises par le magistrat Jean Claude Taghim hier 27 Mars 2018, le ministre de l'époque aurait même décidé de nuire à la carrière de ses collaborateurs s'ils ne

facilitaient pas le paiement des marchés soumissionnés et non livrés par son «ami» Albert Moïse Njambe qui lui a permis de gagner sa place dans le gouvernement.

Sauf que les mis en cause aujourd'hui se rendent compte qu'ils avaient été floués puisque leur feu patron avait refusé de reconnaître qu'il avait donné cet «ultimatum».

A titre de rappel, les poursuites contre le feu Moïse Albert Njambe ont été arrêtées. S'agissant de la coaction de détournement de biens publics (DBP), Massimb Siméon Sylvain, Mvoumbo Raymond, Olle Mvele Frédéric, Mpe Jean Michel et Aba Mvondo Alain Cyrille, doivent justifier les 93,360 millions de fcfa; de



Une vue du tribunal criminel spécial

même que Mboge Georges Mboge et dame Etombi Tumenta Rita épouse Tabe, prise au piège pour complicité. A cause de ses déclarations, Sila Neke Athanase et Eta-

me Akoulong Jean Jacques, Ndjana Ebodé, Dibengue Bondembe Berthold doivent répondre des 172 millions de fcfa.

Hervé Ndongong

Berla Center for Leadership Development drill women on strategic leadership and organisational performance

A one day seminar on strategic leadership and organisational performance took place over the weekend in Yaounde organised by Berla Center for Leadership Development. In her opening speech as the president of this center Mme Bertha Yen wo thanked the women for honouring her invitation and for the sacrifice they have made in order to take part in this

life-changing seminar. It is from here that the iron lady presented the story of her past to her fellow women so that they too could be inspired. She narrated that she started Berla Center in 1996 with little or no skill. But her determination and the zeal to learn led her to personal development and how to prevent conflict despite the financial and leadership crisis. She kept her vision moving and today the vision is attracting people.

The motivational speaker, Peter NguTayong then took the women on strategic leadership and organisational performance. Through this topic Peter Ngu Tayong gave the difference between soft skills and hard skills. He said hard skills are the certificates we obtain in school while soft skills are what will land us to our destinations or in other words, open the door for us. The speaker defined what leadership is, gave the

difference between a leader and a manager adding that leadership is based on truth and trust and the levels of leadership. The women expressed their joy to the organiser for organizing such a wonderful and timely seminar. One of the participants who came to the seminar with her two daughters left happy that it will really be beneficial to her daughters.

Mme Yen wo in her closing remark urged the women

to buy her initiative. She reminded them on the need of working in synergy for a strong and united group and for them to always come together, invite experts monthly on various topics for their empowerment. Berla Center for Leadership Development offers information and communication technologies, digital technologies and leadership training just to name a few.

By Amos Muang Nsah

QUOTIDIEN BILINGUAL DAILY

émergence

1^{er} quotidien privé bilingue au Cameroun
1st bilingual private daily in Cameroon

L'information pour l'action et le développement
Information for action and development

Une Publication de Marketing and Communication
(MARCOM)

Fondateur-Directeur de Publication :
Magnus Biaga

Rédaction Centrale

Rédacteur en chef : Kami Jefferson : 698 320 661

Rédacteur en chef adjoint : Zéphirin Koloko : 696 649 527

Chef Service Politique : Kami Jefferson : 698 320 661

Chef Service Economique : Hervé Ndongong : 679 289 078

Chef Service Société : Rosette Ombessack : 677 740 656

Chef Service Sport : Alfred Epacka : 694 845 548

Bureaux Régionaux

Chef de Bureau Littoral : Michèle Ebongue : 696 192 113

Chef de Bureau Ouest : Serge Todjom : 675 068 097

Chef de Bureau Nord : Félix Swaboka : 698 474 806

Chef de Bureau Adamaoua : Louis Bassid : 694 587 281

Chef de Bureau Sud : Jean Ismaël Bekilé : 696 237 930

Chef de Bureau Est : Bossis Ebo'o : 697 487 057

Chef de Bureau Nord-Ouest : Wambo Emmanuel : 673 577 978

Chef de Bureau Sud-Ouest : Nsonyi Armstrong : 675 583 673

OAPA/ABCs
OBSERVATOIRE AFRICAIN DE LA PRATIQUE DES AFFAIRES
AFRICAN BUSINESS CLIMATE SURVEY
Indice du climat des affaires
Business climate index

OAPA/ABCs
INTEGRATION - PERFORMANCE - SECURITE

Objectifs
UN OUTIL DE MANAGEMENT
AU SERVICE DE LA PERFORMANCE
DU SECTEUR PRIVE
EFFICACITE ET COMPETITIVITE

AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

DESORMAIS :

- JE CRÉE MON ENTREPRISE SOUS LE STATUT DÉCLARATIF D'ENTREPRENANT EN 24H CHRONO ✓
- JE CRÉE MA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE AVEC UN CAPITAL SOCIAL DE 100 000 FCFA SEULEMENT ✓
- LES MEILLEURES OPPORTUNITÉS D'AFFAIRES SONT À MA PORTÉE : CONDUITE DES MISSIONS ET CONFÉRENCES ÉCONOMIQUES, FINANCEMENT, JOINT-VENTURES, JUMELAGES, LEASING, CREDIT BAIL... ✓

J'ADHÈRE À L'OAPA EN CONNAISSANCE DE CAUSE

BP : 1668 Yaoundé - Cameroun / Cameroon
Tél : +237 677 604 234 / 694 188 618
Email : contact@oapa-abc.org - Site web : www.oapa-abc.org

Justice et paix

La CDJP/SCP planifie les stratégies

L'atelier d'échange d'informations sur les activités de la Coordination Diocésaine Justice et Paix pour l'exercice 2018 s'est tenu à Kaïgama le week-end dernier.

Depuis 2014, l'Archidiocèse de Bertoua est confrontée à plusieurs conflits ouverts et latents complexes, relatifs à la présence massive des réfugiés centrafricains dans le diocèse et dans la région de l'Est, à des activités semi-industrielles d'exploitation des ressources naturelles à Bétaré-Oya, à Ngoura, à Garoua-Boulai ; à des conflits socio-environnementaux liés aux problèmes fonciers... La cohabitation pacifique, entre les populations autochtones, les allogènes, les déplacés internes, les réfugiés, les agriculteurs et les éleveurs, nécessite un programme d'éducation à la culture de la paix et de la citoyenneté, en privilégiant et en renforçant une formation adéquate des médiateurs et bâtisseurs de la paix communautaire. Ce contexte hautement sensible de la Région de l'Est du Cameroun, et de l'Ar-

chidiocèse de Bertoua en particulier vu sa situation frontalier, nécessite « une action Justice et Paix de qualité, efficace et durable, pour contrecarrer et prévenir les événements démographiques, économiques, etc., à travers une étude de la situation contextuelle et une profonde analyse des causes des conflits afin de pouvoir formuler des solutions, au moins des pistes de réflexion valides, pour arriver à une résolution durable et à long terme des problèmes existants en vue de transformer pacifiquement tout conflit actuellement présent dans la région », indique Ananie Bizimana.

A Kaïgama le Vendredi 23 mars 2018, il était question de passer en revue le rapport des activités de l'année 2017, et élargir les activités de la coordination sur certains domaines comme les conflits familiaux ; les conflits agro-pastoraux ; les conflits fonciers ; la cohabitation pa-



Photo de famille

cifique entre les populations hôtes et réfugiées. Selon l'Abbé Ayissi Mamert, « La mission fondamentale de l'Eglise consiste à se consacrer au travail en faveur de la paix. Son objectif

constant est la préservation, la promotion et le rétablissement de la paix pour le bien des populations. L'Eglise ne considère pas que cette action en faveur de la paix doit être limitée, ni dans le

temps, ni quant aux questions dont elle s'occupe, aux régions dans lesquelles elle s'active ou pour tout autre facteur. »

Bossis Ebo'o de retour de Kaïgama

Action sociale

Les personnes vulnérables à l'honneur

Elles ont eu à bénéficier de nombreux dons dans le but de leur permettre de mieux affronter les défis quotidiens.

Les femmes de Camrail ont voulu se distinguer à travers des actes concrets vis-à-vis de cette catégorie sociale. En effet, au cours d'une cérémonie à laquelle prenaient part le chef du quartier Bodjongo et le représentant de l'inspecteur d'arrondissement pour l'éducation de base de Douala IV, elles ont remis à l'école publique de Bodjongo, 60 tables-bancs, 4 bacs à ordures, 7 chaises et 7 bureaux. Une action à forte valeur ajoutée pour cet établissement situé dans la banlieue de la capitale économique du Cameroun qui présentait un tableau peu reluisant en termes d'équipements scolaires. Pour Benjamin Ngamè, Directeur de l'Ecole Publique de Bodjongo, groupe I « Nous sommes en joie, et nous apprécions à sa juste valeur, le don que nous avons reçu. Nous al-

lons répartir les bancs dans les salles de classe qui sont complètement vides et nous sommes certains que ça va changer le quotidien de cet établissement. Surtout que, l'école publique de Bodjongo est un sous-centre du Cep. Nous n'aurons donc plus à courir pour trouver les bancs qui accueillent les candidats qui composent ici. On avait des besoins énormes dans ce sens-là ».

Dans la même veine, Les Turquoises, femmes de la Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun (Sepbc) se sont quant à elles rendues à la léproserie de la Dibamba. Elles ont redonné le sourire à la trentaine de pensionnaires de ce centre de prise en charge des malades de la lèpre, en leur offrant des produits de première nécessité. De quoi justifier la reconnaissance de Sœur Catherine, Infirmière de la Léproserie de la



Des dons pour les personnes vulnérables

Dibamba : « La visite des dames de Sepbc est une grâce que nous recevons du Très haut. Nous avons énormément besoin de literie et serviettes de bain pour ces malades qui sont abandonnés à eux-mêmes par leurs pro-

ches et connaissances. Vous savez, la lèpre reste encore dans l'esprit de tous, une maladie dont les victimes doivent être séparées de la communauté. Venir passer du temps avec ces personnes et surtout leur apporter

de l'assistance est un signe de grande sollicitude ».

Toutes ces actions s'inscrivaient dans le cadre de la célébration de la 33ème édition de la Journée Internationale de la Femme.

Michèle Ebongue

Entrepreneuriat

Douala crée sa société d'économie Mixte

L'opération vise à mobiliser 10 milliards de FCFA sur le marché financier camerounais.

Dr Fritz Ntone Ntone, n'est pas passé par quatre chemins pour dire les insuffisances de la cité économique. C'est par un bilan quasiment négatif que le Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala (Cud) a apprécié la ville. Celle-ci qui ne renferme ni marché, ni centre de conférences, ni espaces appropriés pour des foires etc. En bref, tout est archaïque et mal conçu. D'où l'éternel problème d'urbanisation. « Il faut donc adapter l'urbanisation aux besoins réels de la ville », confie Dr Fritz Ntone Ntone. Une recommandation qui ressort du fait que Douala connaît de plus en plus une croissance démographique. Du coup, le peu qui est fait semble désormais insuffisant.

Cet afflux d'habitants de Douala engendre en effet d'importants besoins en financements d'infra-

structures. Eux qui ne peuvent plus être seulement comblés par les budgets de la Cud, apprend l'urgence. Quoique, les besoins d'investissement consignés dans le Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) de Douala à l'horizon 2025, s'élèvent à 1 400 milliards FCFA, alors que la ville ne peut qu'affecter annuellement à l'investissement public local, 30 milliards FCFA. C'est ainsi que la mobilisation urgente des ressources alternatives pour favoriser le développement de la ville a créé la Société Métropolitaine d'Investissement de Douala (Smid), nom donné à la Société d'Economie Mixte (Sem) de gestion patrimoniale. Elle qui a pour objectif de mobiliser l'épargne publique, constituée prioritairement des investisseurs privés et les ressources de la diaspora. Celles-ci qui devront servir au financement et à la cogestion des équipements et services nécessaires à la croissance et

au développement durable de Douala. « La création d'une Société d'économie Mixte est une voie innovante pour garantir le financement de certains grands projets de la ville », a expliqué Dr Fritz Ntone Ntone. C'était hier, lors de la rencontre préparatoire à conférence de presse sur le Smid.

Pour ce faire, le capital social de la Smid sera détenu à 33% par les collectivités et entreprises publiques et à 67% par les sociétés privées et particuliers. Ladite opération vise donc à mobiliser la somme de 10 milliards de FCFA sur le marché financier camerounais, auprès des entreprises publiques et parapubliques ainsi que des personnes morales et physiques.

La procédure

Le capital social qui est fixé à 10 milliards est divisé en 1 million d'actions. Soit 10 000 FCFA chacun. Toutefois, les actions constituant le capital social sont



Lors de la rencontre

divisées en 4 catégories d'égale valeur. Les premières sont détenues à 23% par la Cud, soit au total 230 000 actions. Les deuxièmes sont occupées par les entreprises du secteur public et parapublic à concurrence de 10% soit au total 100 000 actions. Les entreprises du secteur privé occupent la 3e catégorie avec 20% soit

200 000 actions au total. Les dernières quant à elles sont détenues par les personnes physiques à concurrence de 47% soit au total 470 000 actions, sachant que chaque personne physique ne peut détenir individuellement plus de 5% du capital social.

Michèle Ebongue

Entrepreneuriat jeune

38 camerounais sélectionnés pour le TEF

1 083 candidatures ont été rejetées sur les 1 121 que comptait le Cameroun pour intégrer la 4^e édition du Tony Elumelu Foundation Entrepreneurship programm (TEF).

Au Cameroun, le manque d'emploi rend la jeunesse de plus en plus créative. Les idées débordent au point où la plupart d'entre elles trouvent des solutions à chacun des problèmes ressentis ici. Du coup, les projets ne manquent pas. Débordant d'énergie, les jeunes ne demandent qu'à être écoutés et accompagnés. Ce que fait la Fondation Tony Elumelu dans son programme entrepreneurial connu sous le nom de Tony Elumelu Foundation Entrepreneurship programm (Tef).

Depuis 2014, le PDG de la banque UBA qui est par ailleurs l'une des premières fortunes du Nigeria et promoteur de l'Africapitalisme,

a lancé le Tef. Un programme sur une durée de dix ans dont le but est de former, de financer et d'accompagner « la nouvelle génération d'entrepreneurs » dans les 54 pays du continent. Cette année, plus de 150 000 africains de 114 pays au monde ont postulé pour rejoindre la 4e promotion du programme entrepreneurial de la Fondation Tony Elumelu (Fte). « Le nombre et la qualité des candidats, 151 000 au total, ont été exceptionnels. Cela illustre la force et la profondeur de la promesse entrepreneuriale et de l'engagement sur notre continent », a mentionné Tony Elumelu, fondateur de la Fte. C'est ainsi que sur les 1 121 candidatures camerounaises enregistrées, 1 083 ont été recalées, soit 38

retenues. Même si ce nombre n'atteint pas la moitié de celui des candidatures enregistrées, l'on apprend qu'il est en hausse par rapport à 2017. Année durant laquelle 21 jeunes camerounais ont bénéficié dudit programme grâce à la diversité de leurs projets.

Les pays et les candidatures

Ce sont exactement 151 692 jeunes africains issus de 54 pays du continent qui ont émis des projets dans le cadre du TEF 2018. Soit 69 551 qui proviennent du Nigeria, 2839 du Kenya, 2 210 de l'Ouganda, 1 782 du Ghana, 1 437 de la Tanzanie, 1 358 de l'Afrique du sud et 1121 du Cameroun. La Zambie, le Bénin et le Botswana ont



TEF 2018 - Selection Announcement

respectivement enregistré 1 095, 940 et 932 postulants. Ces futurs entrepreneurs ont ainsi ciblés 21 secteurs por-

teurs, à l'instar de l'agriculture, de la mode, du commerce et de la distribution.

M. E.

Télécom

L'Etat veut voir clair dans la cartographie des réseaux à fibre optique exploités par les opérateurs

Sur instruction de Philémon Yang, le Premier ministre, le Collectif des opérateurs nationaux exploitant dans le secteur des télécommunications (Conestel) informe que tous les opérateurs du secteur sont invités à produire la cartographie de leurs réseaux à fibre optique, ainsi que les plans d'investissements y relatifs.

Clovis Tchokonte, président du Conestel, explique qu'il s'agit d'une opération de sensibilisation des fournisseurs d'accès internet, des entreprises offrant des services de télécoms et même celles de la câblodistribution. Pour l'instant, précise M. Tchokonte, un délai n'a pas été fixé. Depuis le 19 septembre 2017, les pouvoirs publics camerounais ont constitué un groupe de

travail, dont le Conestel fait partie, pour examiner les modalités de développement des réseaux à fibre optique. Ceci afin de contribuer à l'élaboration et au suivi du schéma directeur de développement desdits réseaux sur l'ensemble du territoire national.

Selon les chiffres officiels, le Cameroun a pu doubler son linéaire de fibre optique, entre 2013 et 2017, partant ainsi de 6 000 Km à 12 000 Km.

Oscar Onana



L'Etat veut voir clair dans la cartographie des réseaux à fibre optique exploités par les opérateurs

Ceeac

Des entreprises camerounaises titulaires d'agrément n'ont toujours pas un libre accès au marché de la RD Congo

Selon l'Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (Asroc), les savons et huiles végétales en provenance de ce pays ne disposent toujours pas d'un libre accès au marché de la RD Congo. Ceci, en dépit de ce que nombre d'entreprises fabriquant ces produits soient détentrices d'agrément de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), donnant libre accès à leurs produits aux marchés des dix Etats de la CEEAC.

« La non-application par la République démocratique du Congo (RDC) des agréments de la CEEAC, constitue également une entrave à la conquête d'un marché de près de 80 millions d'habitants par des industriels de la 2ème transformation de la filière des oléagineux. Le gouvernement (camerounais) devrait urgemment se pencher sur la question », soutient Jacques Kemleu (photo), le secrétaire général de l'Asroc, qui place beaucoup d'espoir dans le projet de création d'un

marché commun africain, qui a franchi une étape décisive, le 21 mars 2018, à Kigali, au Rwanda.

Pour rappel, afin de booster les échanges intra-communautaires, la CEEAC a mis en place un régime tarifaire préférentiel, qui permet aux entreprises fabriquant des produits faits d'au moins 40% de matières premières locales, d'accéder aux territoires de l'espace CEEAC en franchise de douane. Une mesure d'intégration économique que se refuse, jusqu'ici, à appliquer la RD Congo.

O.O



Jacques Kemleu

Sénatoriales

Les consignes de vote narguées à l'Ouest

Au regard des résultats issus des urnes après le dépouillement, certains conseillers du Rdpc, Sdf et Udc n'ont pas respecté les orientations de leurs partis.

La grande surprise dans la région de l'Ouest au lendemain de l'élection sénatoriale qui s'est déroulée ce 25 mars 2018, ce sont les résultats venus des différentes circonscriptions électorales. La grande surprise vient du Rdpc, dans le département du Haut Nkam, la Menoua et le Ndé, ce, au regard des consignes de vote venues du sommet du parti. On se rappelle que le secrétaire général du comité central, Jean Nkuété, est descendu sur le terrain himself, pour appuyer le sultan Ibrahim Mbombo Njoya, chef de la délégation permanente du comité central du Rdpc dans la région de l'Ouest. Il ne fallait pas céder d'un seul pouce en accordant une seule voix à un parti de l'opposition. « Il faut faire confiance à notre liste, nous allons au Sénat œuvrer pour le développement de notre pays. En 2013 ne pouvant

pas participer à cette élection, nous avons permis au Sdf de siéger au Sénat. Cette fois, nous demandons au Sdf en démocrates de nous voter », notait Jean Nkuété. En quittant la permanence du parti, tous les militants ont promis de voter à 100% les candidats du parti de Paul Biya dans la région de l'Ouest. Sauf que grande est la surprise issue des urnes, au regard des tendances des résultats. Dans les départements du Ndé, de la Menoua et du Haut Nkam, on considère qu'il ya eu une sorte de trahison du parti. Alors que dans le Ndé, le 100% était attendu, au décompte, 01 on a eu une voix au profit de l'opposition, qui n'a aucun conseiller municipal dans ce département. De même dans le Haut-Nkam où le Parti de Pierre Kwemo, l'Ums, a bénéficié de 06 voix du parti au flambeau ardent. Alors que l'Ums dans la commune de Bafang, comptabilise 19

conseillers, elle se retrouve avec 25 votes. Dans la Menoua, 02 conseillers du Rdpc ont voté l'opposition, ce qui a empêché les 100% attendus, dans un département où aucun conseiller d'un parti de l'opposition n'est représenté dans une commune. Seuls les Haut-Plateaux, Bamboutos, le Koung Khi ont tenu ferme la parole donnée.

L'opposition

en faveur du Rdpc

Dans le département de la Mifi, alors que l'un des grands cadres du Sdf, en l'occurrence de député Oumbé Ndefo Sangong, à la fin du vote, assurait la fidélité aux orientations du parti, les résultats dévoilent le non-respect de l'engagement de certains conseillers. Sur les 69 votes que le parti de Paul Biya espérait, il se retrouve avec 76 votes en sa faveur. Le Sdf se retrouve avec 37 votes sur environ 43 conseillers municipaux,



Dans un bureau de vote

une voix pour l'Udc et un bulletin nul. C'est dire que le Rdpc a bénéficié de 7 votes de l'opposition. Certains commentaires indiquent que le vote offert à l'Udc qui n'a aucun conseiller municipal dans la Mifi, et le bulletin nul, viendrait des 5 conseillers municipaux du

Mrc, dont chacun était libre de s'exprimer. Dans le Noun, le Rdpc attendait 110 voix de ses conseillers municipaux, mais a obtenu 112 votes, soient 02 voix venues de l'Udc qui a bénéficié de 150 voix.

Jérôme Serge Todjom

Sénatoriales à l'Ouest

Les arguments en faveur de Sylvestre Ngouchinghe

Selon plusieurs conseillers municipaux rencontrés le lendemain de l'élection, la tête de liste de l'Ouest aurait convaincu à travers son discours du 24 mars lors de la célébration des 33 ans du Rdpc.

Après l'investiture par le comité central du Rdpc de la liste de la région de l'Ouest à cette élection sénatoriale, certains observateurs politiques se posaient beaucoup de questions. Ils se demandaient, comment devant un ancien ministre d'Etat comme François Xavier Ngoupeyou, élite du département du Haut-Nkam ; devant l'ancien recteur de l'université de Dschang, Anacleto Fometé, fils de la Menoua, que la liste de la région de l'Ouest soit conduite par l'homme d'affaires Sylvestre Ngouchinghe, fils et élite du département de la Mifi. Une grande première dans la région de l'Ouest. Même selon certaines sources dignes de foi, ces deux personnes ambitionnaient prendre les

commandes, avant que les directives ne viennent faire asseoir les égos des uns et des autres. Ancien ministre, ancien recteur, le parti a sa stratégie et mise sur les personnes qu'il faut à la place qu'il faut et aussi en tenant compte de l'efficacité de chacun sur le terrain. Ces anciens hauts commis de l'Etat ne pouvaient que se soumettre de la discipline du parti et surtout du chef qui fait et défait qui il veut et quand il veut. Seulement, après les élections, nous avons rencontré plusieurs électeurs qui ont dit avoir été séduit par le discours de Sylvestre Ngouchinghe lors de la célébration du 33ème anniversaire du Rdpc. Tout comme certains conseillers de l'opposition qui témoignent avoir suivi ce discours qui traitait de la question de

la décentralisation. Sauf que selon plusieurs personnes qui disent avoir bien écouté la tête de liste du Rdpc à l'Ouest, il n'a pas fait dans la dentèle. « Il a apporté des arguments qui nous a convaincus qu'ils ne vont pas au Sénat pour une ballade simple, mais pour œuvrer pour cette décentralisation que les camerounais de tout bord attendent fermement », note un conseiller municipal. « Notre élection le 25 mars 2018, nous permettra de renforcer les capacités des communes et des régions, en matière de développement économique, éducatif, sanitaire, social et sportif », notait le discours. Selon Sylvestre Ngouchinghe, la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au



Sylvestre Ngouchinghe

niveau local. Ces collectivités sont les communes et les régions. « Alors, la politique étant un combat d'idées, nous entendons porter ce

combat au sein du Sénat, si nous sommes élus. Ce sera l'un des axes prioritaires de nos réflexions », conclut-il.

Jérôme Serge Todjom

Détournement de deniers publics

Les Bétis seuls responsables ?

Principales victimes de la grande faucheuse du président de la République, ils grondent.

Dans les milieux politico-administratifs, c'est la grande saignée. La faucheuse du président de la République fait des victimes par vagues : Atangana Kouna, Bekolo Ebe, Jean William Sollo, Ayina Ohandja, Dieudonné Oyono. Ecroués. Les prochains jours ne s'annoncent guère reluisants, puisque le fait qu'on ait interdit à plusieurs de quitter le territoire national sonne comme l'hallali avant la mise à mort : David Nkotto Emane, le Pr. Minkoa She, Jean Jacques Ndoudoumou, Jean Louis Beh Mengue, font partie de ceux-là. Ce, sans compter des individus qui sont également en stand-by, dans l'attente car, sous le coup des rapports accablants du contrôle supérieur de l'Etat ou de la Conac. On peut citer ici, le Pr. Jean Tabi Manga, Robert Nkili, Biyiti bi Essam, Messen-

gue Avom. On est obligé de reconnaître que toutes ces personnalités sont d'illustres fils de l'ethnie bété. Dans la liste des 21 personnes interdites de sortie du territoire qui a fait le tour des réseaux sociaux, certes y avait-il quelques noms non-bétis, mais ils étaient vraiment très marginaux. Pourquoi les enfants bété sont-ils presque exclusivement à trinquer ? Cela peut se justifier par le fait que les originaires de cette ère culturelle étant quasiment majoritaires à des postes de gestionnaires de crédit, ils sont donc les plus nombreux à tomber. Autrement dit, les coups portés par le père fouettard sont proportionnels à leur nombre élevé dans l'administration camerounaise. Mais attention, est-ce que cela signifie-t-il que les bétis sont les seuls à se servir dans les caisses de l'Etat ? L'instigateur et le pygmalion de cette

politique répressive doit absolument tenir compte de la gestion politique de la chose car, dans les milieux bétis, ça commence à gronder. Ils estiment qu'ils ont pendant ces 35 années tellement soutenu le chef de l'Etat, que ce dernier ne peut pas les traiter de cette manière. Ils ont comme l'impression qu'ils sont les seuls à payer un lourd tribut. Mais davantage, on se pose la question suivante : si Paul Biya (bété) traite ainsi ses frères, qu'advient-il si un individu d'une autre tribune prenait le pouvoir ? Comment faire croire à une ethnie que c'est elle qui contribue aux malheurs de tout un pays ? D'où la nécessité pour le président de penser à équilibrer. Car même ceux qui le soutenaient mordicus commencent à s'essouffler, à s'inquiéter et à se décourager. Ils ont compris que nul n'est à l'abri. Hélas ! Si le président



Basile Atangana Kouna

frappe, c'est que l'exagération dans le pillage des caisses est le maître-mot, surtout que le chef a toujours su comment réserver à ses collaborateurs une retraite dorée. Mais ces derniers ne se fixent plus de limites et donnent l'impression d'être encouragés par celui qui les nomme. Pire, ces ministres, Dg et autres narquent le peuple, loin de la discrétion légendaire

qui caractérise Paul Biya. D'où peut-être la colère du chef car après tout, c'est lui que les Camerounais tiennent comme principal responsable. Mais fidèles à notre logique, nous demeurons contre cette opération épervier. Il est préférable de prévenir les détournements des deniers publics plutôt que de les réprimer.

Kami Jefferson

Jean Michel Nintcheu

« On brandit ces arrestations ethniques pour procéder à l'élimination politique de certains candidats à la présidentielle »

Le député Sdf met en garde Paul Biya contre la reprise de l'opération épervier.



Nous assistons depuis quelques semaines à une vague d'arrestations ciblées de personnalités qui

sont par la suite écroués dans les prisons. Nous avons toujours dénoncé les détournements de fonds et les prévaricateurs de la fortune publique. Les

mettre hors d'état de nuire c'est bien pour la salubrité publique en matière de gouvernance. Les mettre hors d'état de nuire dans le respect de la présomption d'innocence c'est également bien. Une justice indépendante et équitable c'est encore mieux. En sommes-nous là ? Nous en doutons fortement au vu de ces arrestations sur fond de spectacularisation qui se font à dose homéopathique et qui participent en réalité de la diversion, de la distraction et surtout de l'enfumage en vue de régler des comptes politiques.

Nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle de 2018. Nous mettons en garde une fois de plus ceux qui procèdent dans l'ombre à l'instrumentalisation de la corruption ou des

détournements de fonds publics pour régler les comptes politiques ou pour bâtir une stratégie bien huilée de dévolution du pouvoir en se servant de ce stratagème pour éliminer d'éventuels concurrents politiques.

Des compatriotes - qui sont pour certains déjà candidats à la prochaine élection présidentielle - qui n'ont jamais eu maille à partir avec la justice et qui n'ont jamais géré la fortune publique seraient les personnes réellement visées par la reprise de l'opération dite « épervier ». On brandit toutes ces arrestations ethniques et communautairement séquences pour en fait procéder, d'après ce qui nous revient, à l'élimination politique de certains candidats à l'élection présidentielle de 2018.

Ce jeu macabre et potentiellement explosif pour notre pays doit s'arrêter, si telle est l'intention de ceux qui nous gouvernent pour le moment.

Nous prenons les camerounais et l'opinion internationale à témoin afin que si demain les tenants provisoires du pouvoir tentaient d'éliminer par quelque moyen que ce soit certains candidats déclarés à la présidentielle de 2018, qu'ils comprennent qu'il ne s'agit point de justice mais de manipulation politique. Et qu'à ce titre, nous aviserons. Notre réaction sera à la hauteur de la provocation.

Le peuple camerounais doit désormais renforcer son éveil et redoubler de vigilance sur chaque fait et geste venant de ceux qui nous dirigent.

Anglophone Crisis: Minister of Territorial Administration on an official visit to the South West region

The Minister of Territorial Administration, Atanga Nji Paul has begun a working visit to the South West region. He met with the local administrative authorities and security authorities in Kumba yesterday on the crisis that has engulfed this region for more than a year now. Speaking to the press after the Kumba meeting, Minister Atanga Nji said he came to transmit the message of the Head of State to the security and defence forces for their professionalism in handling the Anglophone crisis. He said the crisis as of now has been well managed by the administrative authorities and the defence forces. Atanga Nji went a head to say that heal so brought

the message of dialogue, a responsible dialogue with those who know that Cameroon is one and indivisible

This is the first official visit of Atanga Nji Paul to the South west region since his appointment as the Minister of Territorial Administration. It is coming at a time there have been repeated attacks on the administrative authorities of the region with the Senior Divisional Officer of Meme suffering the most. This week, a suspected Ambazonian fighter was killed in Kumba as heat tempted to attack the residence of the SDO for Meme at Up Station. It was thanks to the security officers stationed here that the Ambazonian Freedom fighter was neutralized.

On Tuesday January 16,

2018, the SDO of this same division, Chamberlain Ntou'ou Ndong survived the first attack at his Up Station residence, GRA.

His case is not different from other cases of attacks, kidnappings, killings that have plagued this region of recent all attributed to the Ambazonian Freedom Fighters. They kidnapped workers of a Tunisian road construction company, the board chair of the GCE board Prof. Leke Ivo and later freed him and burnt down the residence of Minister Paul Tassong.

Also, the voting process of the senatorial elections in some parts of the region was disturbed though he very thing finally went well.

Atanga Nji's visit to this region has come at a time a lot of efforts are needed



Atanga Nji Paul

in order that things return to normal and for people to go about their daily businesses unperturbed or without fear. All ears and eyes are there fore fo-

cused on the minister's visit to this region by many to see what will come out of it, the first of its kind.

By Amos Muang Nsah

Buea Council: Former and present Mayor spick on each other

They have in the past got ten into open confrontations on a number of issues.

From all indications, things are not going on smoothly between the mayor of Buea, Ekema Patrick and his predecessor Mbella Moki Charles. Both men who in the past had been good friends and even collaborated well with each other are to day increasingly becoming antagonists. They have on several occasions gotten them selves into war of words, something that their admirers are yet to believe this is happening. The recent confrontation between the personalities both die-heart supporters of the Cameroon People's Democratic Movement (CPDM), was in Limbe where celebrations marking the 33rd anniversary of the party took place last Saturday March 24, 2018. It all started when senator Mbella during his

speech at the ceremony started by thanking the CPDM family of the Division for putting their trust on him to once more stand as candidate for the just ended senatorial. He ended by saying that his rival had no choice than to vote for him as the party's senator.

This declaration, mayor Ekema did not take it lying down. The next day after exercising his civic right, Mr Ekema told the press that it was stupid for somebody like Mbella Moki to take pride of the fact that he came out to vote for him as senator. He went a head to say that he came to vote for the list of the party, that has been accepted by the party's national chairman. To him if it were voting for Mbella as a person, he would have not." I can't vote for such an idiot but personally I have voted for the list which the



From left to right Mbella, SDO and Ekema.

Head of State endorsed. If it were Mbella Moki, you know I won't vote for him. He shouldn't pride with my vote", Mr. Ekema Patrick said.

Things have been very rough between the two since Ekema Patrick took over as mayor of Buea. We remember that senator Mbella Moki Charles personally

called on the GCE to investigate Ekema's certificate after rumour that he fraudulently obtained them.

By A.M.N.

Dieunedort Kamdem exclu de la CBC

La réaction des fidèles de la Cathédrale de la foi

Ils pensent que des ennemis tapis dans l'ombre sont déterminés à faire disparaître leur église.

Dans une décision signée le 20 mars dernier, le président général de la Congrégation Baptiste Camerounaise (CBC) annonce l'exclusion de la Cathédrale de la foi de Dieunedort Kamdem, pour plusieurs motifs dont l'affairisme. « Sont à compter de la date de signature de la présente décision exclus des rangs de la CBC pour violation répétée de l'article 18 de nos statuts et suivant Galate. 5 : 19-21, les serviteurs de Dieu ci-après et leur groupe pour les motifs suivants : Rev. Noug Dieunedort Kamdem dit « Général de dieu » et son groupe CBC Cathédrale de la foi.

Motifs : manque d'intérêt pour l'église et les frères, mauvais comportement, affairisme, etc... », peut-on lire dans ladite décision. Une décision qui ne laisse pas indifférents les fidèles que les responsables de

la Cathédrale de la foi de la ville de Yaoundé. Nous nous sommes rapprochés des fidèles de ladite église réveillée, pour s'enquérir de leurs réactions face à la situation. « Que DieunedortKamdem et la Cathédrale de la foi ne fassent plus partie de la CBC, ça ne tue personne », nous a répondu un fidèle de la Cathédrale de la foi située au quartier omnisports. Il va d'ailleurs nous presser d'aller rencontrer le président national de la CBC, signataire de la décision, afin qu'il nous donne lui-même les véritables raisons de cette exclusion. Et un autre fidèle de dire que s'il fallait exclure pour motif d'« affairisme » comme le déclare la décision, beaucoup d'hommes de Dieu seraient mis de côté. « Ils sont nombreux qui font pire, pourtant restent intouchables », dit-il. Nous nous sommes ensuite rendus à une autre chapelle de Dieunedort Kamdem

située au carrefour Elig-Es-sono. « L'église n'a pas été fermée. C'est juste que la CBC a décidé de se séparer de la Cathédrale de la foi », nous explique un des responsables. Il précise qu'une commission a été mise sur pied pour déterminer si la décision vient véritablement de la CBC, ou si elle a été influencée par quelqu'un d'autre. « Cette décision n'a rien à voir avec la poursuite judiciaire de Dieunedort Kamdem », a-t-il martelé. Notre source va d'ailleurs signer mordicus que beaucoup d'ennemis tapis dans l'ombre ne veulent pas du bien à leur église de réveil. Des propos qui vont d'ailleurs dans le même sens que ceux de Dieunedort Kamdem. « Les autorités ont dit à Pierre et à Jean : nous vous interdisons de parler désormais au nom de Jésus », s'est exprimé ainsi l'homme de dieu. C'était hier dans sa chapelle de l'Omnisport,



Dieunedort kamdem

à l'occasion de la traditionnelle conférence qu'il présidait via une vidéo, en direct de l'étranger où il réside en ce moment. L'homme de dieu a d'ailleurs recommandé à tous les pasteurs réunis pour la circonstance de préparer la pâque avec sérénité, comme si rien ne se passait. Il va par la suite affirmer lui aussi que des ennemis veulent du mal à l'église. Nous apprendrons par la

suite de la bouche d'un responsable de la cellule de communication de la chapelle que le problème a été résolu. Autrement dit, les responsables de la Cathédrale de la foi sont allés à la rencontre du président de la CBC qui, après concertation, aurait levé l'exclusion. Toutefois, nous n'avons pas eu copie de la levée de cette exclusion.

Rosette Ombessack

Dieunedort Kamdem sous mandat d'arrêt

La genèse du problème

L'homme de dieu aurait trouvé refuge au Québec, pour échapper au scandale financier dans lequel il est impliqué.

Le 30 mai 2017, la Commission des marchés financiers a épinglé Kamdem Dieunedort pour « collecte illégale des fonds », car le fondateur de l'église « la Cathédrale de la Foi » avait lancé une opération d'envergure, pour la levée de fonds au public à travers son entreprise GesemForex Trading, filiale de Gesem Group, basée en Côte d'Ivoire.

Le Journal de Montréal, dans un article publié en novembre 2017, annonçait que, le pasteur Noug Dieunedort épinglé par ce scandale financier, avait désormais élu domicile au Canada. « Un

pasteur vedette de l'évangélisme camerounais a trouvé refuge au Québec pour échapper au scandale financier dans lequel il est impliqué en Afrique », pouvait-on lire dans le journal.

« Dieunedort Kamdem reconnaît à demi-mot que c'est cette affaire, largement relayée par les médias camerounais, qui l'a poussé à s'installer à Montréal à la fin de l'été », avait ajouté Camille Garnier le rédacteur de l'article.

On se souvient qu'un avis de recherche a été lancé par la Division de la Police Judiciaire du Centre depuis le 1er mars 2018, au sujet de Kamdem Noug Dieunedort alias «Géné-



Dans la Cathédrale de la foi

ral de Dieu» né le 10 mars 1977 à Yaoundé. La cause, il fait l'objet d'une poursuite pour « escroquerie aggravée » en coaction au préjudice du collectif des

investisseurs « GESEM GROUP-CAMEROUN ». En cas de découverte, la police indiquait qu'il doit être interpellé, conduit à un poste de police ou de

gendarmerie le plus proche et suggère d'aviser d'urgence la Division de la Police Judiciaire du Centre.

R.O.

Quotidien émergence

1^{er} quotidien privé bilingue au Cameroun



Une information de qualité
Des analyses percutantes
Des bureaux dans les 10 régions
Une imprimerie moderne
Un réseau d'abonnés
Lisez et faites lire

Lfpc

La Panthère rythme la Mtn Elite Two

Entre matchs annulés et lieux de rencontre tenus secrets, la Ligue de Football Professionnel du Cameroun tente de contourner les troubles que traverse ce club.

La Panthère Sportive du Ndé venait de perdre sur tapis vert le match qui devait l'opposer il y a deux semaines au Tonnerre Kalara Club de Yaoundé. Ledit match a été annulé du fait de la crise qu'il traverse, le club de la région de l'Ouest s'étant présenté au stade avec deux équipes. Le match ainsi annulé a rapporté trois points au club de la région de Yaoundé parce que « la réunion technique a effectivement eu lieu. Mon collaborateur que j'avais délégué là-bas, m'a appelé pour me dire qu'elle venait de se terminer », renseigne Jules AbahOnana, l'entraîneur du TKC. Tout était donc en place pour la tenue de la rencontre. Mais « malheureusement, pendant que nous étions en route pour le stade, on nous a fait comprendre que le Préfet avait annulé ce match parce qu'il y avait deux équipes de Panthère. Nous sommes arrivés au stade pour vérifier nous-mêmes », a évoqué le coach dont le club s'est mis en attente de l'homologation des instances compétentes.

Lesdites instances compétentes évoquées par l'entraîneur du Tonnerre Ka-



Le logo de la Ligue

lara Club ont donc fini par trancher en faveur d'une victoire pour le Tonnerre Kalara Club. Une décision qui ne convient pas beaucoup à la Panthère Sportive de Bangangté dont l'entraîneur pense que « c'est

à tort, parce nous étions au stade, le TKC n'était pas entré au stade. Ses joueurs ne se sont même pas habillés pour le match. Nous avons pris part à la réunion technique. Le commissaire de match a

validé les deux équipes qui devaient prendre part à cette rencontre », précise Vascilius Esseme. Il précise qu'« on ne devait pas nous enlever ces trois points parce qu'en réalité on devait jouer. Ce n'est

pas notre faute si le match ne s'est pas joué. Nous allons donc faire un recours pour voir comment ça va se passer », a-t-il encore déclaré.

Alfred Epacka

Commentaire La Lfpc ne cherche pas les poux

On ne peut pas dire que la Ligue de Football Professionnel du Cameroun cherche des poux sur la calvitie de la Panthère Sportive du Ndé. Car à l'occasion de son dernier match, la programmation est restée autant vague que secrète. Cette mesure visait spécialement à éviter que deux équipes se retrouvent encore sur le stade. On est alors ten-

té d'en déduire qu'il n'a pas été question d'éviter qu'un nouveau match de la Panthère Sportive du Ndé. Car il y a de bonnes raisons de croire que les mêmes causes auraient aisément pu produire les mêmes effets. C'est donc que la Ligue de Football Professionnel du Cameroun évite également par la même occasion de se retrouver obligée de faire donner les trois points de la rencontre à l'adversaire du club de la région

de l'Ouest sur tapis vert. Quoi qu'il en soit, le lieu et l'heure du match que ce club livre aujourd'hui dans le cadre de la septième journée de Mtn Elite One sont connus. Et il est question d'espérer que la Panthère Sportive du Ndé ne vienne pas au stade avec deux équipes représentant chacune l'une des deux factions qui se battent pour le contrôle du club.

Mais à la vérité, la Panthère n'a à s'en prendre

qu'à elle-même. Car si on peut se plaindre de ce côté d'avoir été victime d'injustice, il est clair que la situation qui y a mené aurait pu être évitée. Il y a juste que les intérêts individuels se sont his- sés plus haut que les intérêts communs. Ici comme ailleurs, le constat est facile à faire. Des individus qui déclarent servir le football camerounais en général, et le club en particulier, ne servent que leurs intérêts en

vérité. Sous cet angle-là, on comprend mieux pourquoi dans ce club, on se retrouve encore en pleine crise malgré le fait que la Fédération Camerounaise de Football soit intervenue pour ramener la paix avec la mise sur pied d'un Comité Provisoire de Gestion. C'est alors le lieu de se demander comment un club, mieux, quelques individus en arrivent à se mettre au-dessus de toute une fédération.

Procès du putsch manqué au Burkina Le tribunal se déclare « incompétent » pour statuer sur la récusation du président de la cour

Le tribunal militaire du Burkina Faso s'est déclaré lundi incompétent pour statuer sur la demande de récusation des magistrats portée par les avocats de la défense.

Suite à la demande de récusation du président du tribunal Seydou Ouédraogo, formulée par l'un des avocats de Gilbert Diendéré, au motif que le président avait déjà travaillé sur ce dossier en 2016, le tribunal s'est déclaré incompétent pour se saisir de cette requête.

Seydou Ouédraogo a indiqué que « le tribunal ne peut statuer que sur des demandes de récusation concernant les juges assesseurs et non les magistrats professionnels », invitant les requérants à « saisir les juridictions com-

pétentes ». En attendant la notification des juridictions saisies, le procès a été suspendu et reprendra ce mardi 27 mars.

La défense demande la suspension du procès. Le tribunal a fait de même avec la quasi-totalité des autres exceptions produites par les avocats de la défense, qui ont aussitôt indiqué avoir porté ces requêtes devant de la Cour de cassation et demandé la suspension du procès le temps que cette juridiction statue.

Un avocat de la partie civile, Prosper Farama, a indiqué que « relativement à la loi, jusqu'à ce qu'il y



Le tribunal se déclare « incompétent » pour statuer sur la récusation du président de la cour

ait une notification officielle émanant de ces juridictions ayant reçu une demande de récusation, la procédure doit suivre

son cours ».

Au total, 84 accusés sont jugés dans cette affaire, dont Gilbert Diendéré et Djibrill Bassolé, cerveaux

présumés du coup d'État manqué qui a fait 14 morts et 270 blessés.

Source Jeune Afrique

Togo

Pour l'opposition, la question d'un 4e mandat pour Faure Gnassingbé n'est pas négociable

Menée à Accra sous l'égide de Nana Akufo-Addo, les négociations entre gouvernement et opposition togolaises achoppent sur la question du nombre des mandats présidentiels. Faure Gnassingbé souhaite pouvoir se représenter pour un quatrième mandat, ce que l'opposition refuse.

Les négociations entre pouvoir en place et opposition ont débuté à Accra sous l'égide du président ghanéen Nana Akufo-Addo, après plus de six mois de manifestations populaires pour demander le départ du président togolais. Néanmoins, après plus de 4 semaines de pourparlers et seulement 3 jours de rencontre, elles achoppent sur un point central pour l'opposition togolaise : la non-rétroactivité de la limitation du nombre de mandats présidentiels.

« C'est trop facile (...) de dire aujourd'hui que les trois mandats exercés ne comptent pas. Faure Gnassingbé se trompe. On n'acceptera jamais qu'il se représente en 2020 »,

assure le chef de l'opposition, Jean-Pierre Fabre.

Faure Gnassingbé en est aujourd'hui à son troisième mandat, ayant été réélu lors de scrutins contestés, en 2010 et en 2015. Il a succédé à son père, Gnassingbé Eyadema, qui a gouverné le Togo entre 1967 et 2005.

« C'est vraiment immoral, c'est une escroquerie politique », a ajouté Brigitte Adjamagbo-Johnson, coordonnatrice de la coalition de l'opposition, qui réunit 14 partis. « S'il maintient cette position, il manque profondément d'éthique. Il est le seul à pouvoir faire le choix de sortir par la grande porte ou par la petite ».

Les discussions entre pouvoir en place et opposition n'ont duré que trois jours,

et la dernière journée de négociation a eu lieu après une pause de plus d'un mois. Étant parvenue à faire pression sur le gouvernement en organisant des manifestations hebdomadaires qui ont réuni des dizaines de milliers de personnes depuis septembre 2017, la coalition de l'opposition demande également « un mode de scrutin uninominal à deux tours ».

Prendre en considération l'intérêt supérieur de la nation
À l'issue de la journée de négociations de vendredi, le président ghanéen Nana Akufo-Addo a « encouragé les parties à ne pas fermer la porte aux propositions faites par l'un et l'autre, mais de prendre en consi-



Faure Gnassingbé

dération l'intérêt supérieur de la nation ». Les Nations unies, l'UE ainsi que les ambassades française, allemande et américaine ont appelé les deux camps à mener une « discussion de fond » sur les réformes constitutionnelles et à « dépasser leurs positions

de principe ». L'opposition a suspendu ses marches le temps des négociations avec l'exécutif togolais, mais a menacé de rappeler ses partisans dans les rues si ses revendications n'étaient pas satisfaites.

Source Jeune Afrique